portant création d'une deuxième Commission ad hoc chargée de connaître des faits reprochés au Camarade Thomas BOYA, ex-Ambassadeur du Bénin auprès du Gouvernement Américain et ex-Représentant du Bénin auprès de l'Organisation des Nations-Unies (ONU) à New York.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,
CHEF DE L'ETAT, PRESIDENT DU
CONSEIL EXECUTIF NATIONAL,

- VU l'ordonnance N° 77-32 du 9 septembre 1977 portant promulgation de la Loi Fondamentale de la République Populaire du Bénin et les Lois Constitutionnelles qui l'ont modifiée,
 - VU le décret N° 85-254 du 17 juin 1985 portant composition du Conseil Exécutif National et de son Comité Permanent,
 - VU l'ordonnance N° 76-9 du 9 février 1976 édictant les dispositions en vue de la répression disciplinaire des détournements et faits assimilés commis par les Agents de l'Etat et les Employés des Entreprises dans lesquelles l'Etat a une participation ;
 - VU l'ordonnance N° 79-17 du 20 Avril 1979 édictant les dispositions en vue de la répression disciplinaire des détournements et fait assimilés commis par les Agents de l'Etat et les Employés des Entreprises Publiques ;
 - VU l'ordonnance N° 80-6 du 11 février 1980 édictant les dispositions en vue de la répression disciplinaire des détournements et certaines infractions commis par les Agents de l'Etat et les Employés des Collectivités Locales ;
 - VU le décret N° 82-108 du 29 Mars 1982 portant nomination des Membres de la commission ad hoc chargée de connaître des faits reprochés au Camarade Thomas BOYA ;
- SUR décision du Conseil Exécutif National en sa séance du 5 Février 1986 ;

D E C R E T :

Article 1er. - En application des ordonnances N° 76-9 du 9 Février 1976, 79-17 du 20 Avril 1979 et 80-6 du 11 Février 1980 susvisées, il est créé une 2^{ème} commission ad hoc de répression disciplinaire chargée de connaître des faits reprochés au Camarade Thomas BOYA ex-Ambassadeur du Bénin auprès du Gouvernement Américain et ex-Représentant du Bénin auprès de l'Organisation des Nations-Unies (ONU) à New-York

Article 2.- La présente commission doit prendre en charge pour une analyse objective et propositions concrètes à faire au Chef de l'Etat les résultats de la commission d'enquête créée par ordres de mission N° 316/PR/SGG du 30 Août 1980 et N° 112/PR/IGE du 1er septembre 1980 et les conclusions de la 1ère commission ad hoc de répression disciplinaire créée par décret N° 82-108 du 29 Mars 1982

Article 3.- La composition de la Commission est la suivante :

Président : Camarade Marcelline GBEHIA épouse AFFOUDA
du Ministère de la Justice et de l'Inspection des
Entreprises Publiques et Semi-Publiques.

Membres : Camarades : - Octave ROKO
de l'Inspection Générale d'Etat, Section
Financière ;
- Albert OUASSA
de l'Inspection Générale d'Etat, Section
Administrative ;
- Joseph TAMOU
du Ministère du Travail et des Affaires
Sociales ;
- Randolph Désiré AZONDEKON du Ministère des
Finances et de l'Economie ;
- Lieutenant Sosthène YOTTO et
- Adjudant René KONKONGNISSOU
des Forces Armées Populaires du Bénin ;
- Pierre Désiré SADELER
du Ministère des Affaires Etrangères et
de la Coopération.

Article 4.- La Commission qui déposera son rapport dans les trente (30) jours qui suivront sa saisine, indiquera la date d'effet des mesures qu'elle aura préconisés.

Article 5.- Le présent décret sera publié et communiqué partout où besoin sera.

Fait à Cotonou, le 11 Avril 1986

Par le Président de la République,
Chef de l'Etat, Président du
Conseil Exécutif National,

Mathieu KEREKOU

Ampliations : PR 8 SCEN 4 PRESIDANT ET MEMBRES 10.